

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2024-06-20-00014

Arrêté de prescriptions complémentaires relatif
à l'exploitation par la société IMPLUS EU d'un
entrepôt situé à Limay (78520) 6 avenue du Val

ARRÊTÉ
de prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation par
la société **IMPLUS EU** d'un entrepôt situé à Limay (78520) 6 avenue du Val

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7-5, R.512-46-22 et R.512-46-23 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°2026-40397 du 2 décembre 2026 portant enregistrement de la demande présentée par la société IMPLUS EU d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement relevant des rubriques n°s 1510-2 et 2663-2B de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à Limay (78520) avenue du Val ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 2024-0385 du 27 mai 2024 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU la preuve de dépôt délivrée le 16 octobre 2023 prenant acte de la déclaration initiale de l'installation relevant de la rubrique n°4320-2 de la nomenclature ICPE exploitée par la société IMPLUS EU à Limay (78520) 6 avenue du Val ;

VU le courrier du 7 septembre 2023 de la société IMPLUS EU ;

VU le courrier du 30 avril 2024 de la société IMPLUS EU ;

VU le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 7 juin 2024 notifié le 11 juin 2024 ;

VU le courriel du 19 juin 2024 par lequel l'exploitant signale ne pas avoir d'observation sur ce projet d'arrêté de prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT l'exploitation antérieure de l'activité relevant de la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, par la société IMPLUS EU à Limay (78520) avenue du Val, pour un volume supérieur au seuil bas seveso, en situation de défaut d'autorisation ;

CONSIDÉRANT l'environnement proche du site très urbanisé et la présence d'un poteau électrique haute tension dans le périmètre même de l'installation ;

CONSIDÉRANT les effets qu'aurait un incendie compte-tenu de l'état actuel de l'installation,

CONSIDÉRANT l'augmentation des dangers liés à l'exploitation de l'activité de stockage relevant de la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les engagements de l'exploitant exprimés par courrier daté du 7 septembre 2023,

CONSIDÉRANT les engagements de l'exploitant transmis par courrier le 30 avril 2024,

CONSIDÉRANT l'absence de transmission de dossier analysant les conséquences prévisibles de l'ajout de l'activité de stockage d'aérosols, sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique n°4320 de la nomenclature ;

CONSIDÉRANT que, en application des articles L.512-7-5, R.512-46-22 et R.512-46-23 le Préfet peut imposer toutes prescriptions nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

L'exploitant, la société IMPLUS EU, est autorisé à poursuivre l'exploitation de son installation dans les conditions prévues par l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 2 décembre 2016. En particulier, il n'est pas autorisé à exploiter l'activité de stockage d'aérosols, relevant de la rubrique n°4320 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), même pour des quantités d'aérosols supérieures ou égales à 15 tonnes mais inférieures à 150 tonnes, sans décision explicite de l'autorité compétente.

Article 2 :

L'exploitant stocke les produits relevant la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE, dans des quantités strictement inférieures au seuil de la déclaration, uniquement dans des allées dédiées à leur stockage (allées BA, BB et BC). Deux allées sont laissées vides (allées BD et BE) entre les allées dédiées aux aérosols et les allées dédiées à d'autres matières combustibles afin de créer une séparation physique.

Ces conditions de stockage provisoires doivent être respectées jusqu'à la décision explicite de l'autorité compétente concernant l'exploitation de l'activité liée à la rubrique n°4320 de la nomenclature ICPE, lorsque l'exploitant en aura fait la demande

argumentée, et dans une limite de deux ans maximum à compter de la notification du présent arrêté.

Au-delà de ce délai de deux ans, les produits relevant de la rubrique n°4320 devront être stockés dans des conditions conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Article 3 :

En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement livre I^{er} – titre VII.

Article 4 :

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Limay où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Limay dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois

Article 5 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>): 1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Limay, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles,
le 20 juin 2024

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
L'adjointe à la chef de l'unité départementale des Yvelines,



Marielle MUGUERRA